Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde

40/41 | 2008

L'émergence du domaine et du monde francophones

Introduction

Jean-Yves Mollier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfles/112>

DOI : 10.4000/dhfles.112

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 19-30

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Jean-Yves Mollier, « Introduction », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 40/41 | 2008, mis en ligne le 17 décembre 2010, consulté le 27 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/112> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfles.112>

Ce document a été généré automatiquement le 27 mai 2021.

© SIHFLES

Introduction

Jean-Yves Mollier

- 1 Désormais bien balisé, le terrain de la recherche en histoire de la francophonie laisse cependant suffisamment de zones d'ombre pour justifier la tenue du colloque organisé par la SIHFLES en novembre 2007 à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. C'est d'ailleurs parce que demeure relativement floue son origine, au-delà de la dette reconnue envers Onésime Reclus pour le XIX^e siècle et Léopold Sédar Senghor pour le suivant, que le thème de cette rencontre portait sur l'émergence du domaine et du monde francophones, deux notions qui ne se recoupent qu'imparfaitement¹. La première partie du volume d'actes de ces journées rassemble six communications consacrées au roman des origines. Comme la francophonie préexiste à la Francophonie, il était naturel de s'interroger sur les racines de cette passion pour la langue et la culture françaises qui remonte au XVII^e ou au XVIII^e siècle et a servi de socle à la notion de « langue de civilisation » forgée au XX^e. Voltaire était persuadé de la supériorité de la langue française, langue des cours européennes comme des aristocraties, avant et après 1789, et de la diplomatie qui l'utilise au Congrès de Vienne en 1815 pour punir la France de sa dérive révolutionnaire de même qu'à celui de Versailles, en 1919, mais, cette fois, à concurrence avec l'anglais, désormais menaçant pour sa suprématie. L'Unesco elle-même adopta pour partie le préjugé d'essence fondamentalement racialisée des « langues de civilisation » au début des années 50, contribuant de la sorte à maintenir la dépendance coloniale. Il est vrai que de nombreux progressistes, tel le linguiste Marcel Cohen, éprouaient encore les pires difficultés à admettre ou à imaginer qu'une langue dominée – on dirait aujourd'hui « périphérique »² – puisse contribuer à ouvrir l'esprit des peuples qui la parlaient et à les amener à s'émanciper de la tutelle de l'homme blanc.
- 2 Soumise à la rivalité entre « le clan anglo-saxon » et « le clan latin », l'Unesco devait accepter la prépondérance du second à partir du moment où la France s'engagea sur le chemin de la décolonisation qu'elle avait obstinément refusée de 1946 à 1962. La désignation de Paris comme siège de l'Unesco avait eu comme contrepartie, longtemps tenue secrète, d'interdire la direction générale de l'organisation à un Français et les États-Unis avaient fortement œuvré à maintenir sous leur direction la jeune institution. Faute de pouvoir s'en prendre, en ces temps de guerre froide, au rival de l'Union

Soviétique dans la compétition pour le leadership mondial, c'est de nouveau la langue qui devient le réceptacle des affrontements idéologiques et le théâtre de joutes féroces qui nous sont rappelées ici et qui montrent que des amis sur le plan politique peuvent se déchirer allégrement sur d'autres terrains. Ainsi le libéral André Siegfried s'en prend alors à l'*american way of life* et à l'invasion des *comics* que retardera la loi du 16 juillet 1949 dite de protection de la jeunesse, votée par le Parti socialiste (SFIO) et le Mouvement des Républicains Populaires (MRP) avec l'abstention compréhensive du Parti communiste français³ (PCF), pour souligner le caractère humaniste et universaliste de la culture française. Aidé par le Mexicain de mère française Torres Bodet, René Maheu contribuera à asseoir cette suprématie latine dans la pratique de l'Unesco et son accession au poste de directeur général, en 1962, sera l'occasion pour la France de conserver intacte, en Afrique et en Amérique du Sud, sa prééminence culturelle sur le grand rival américain. En privilégiant le concept de « sciences de l'homme » distinct des « sciences sociales », jugées trop englobantes, les chercheurs français qui s'engageaient sur ce terrain affirmaient implicitement qu'ils étaient les héritiers de la Renaissance et des Lumières et que c'était de leur côté que les peuples autrefois colonisés trouveraient la voie de leur véritable émancipation culturelle.

- 3 Bien servis par la présence, à Paris, d'un réseau de maisons d'édition accueillantes aux voix émanant des colonies, notamment au Seuil où Emmanuel Roblès ouvre sa collection, « Méditerranée », à Mohammed Dib et à Mouloud Ferraoun en 1952-1953, puis à tous ceux qui entendent exprimer en français leur révolte contre l'ordre colonial et leurs aspirations à une autre vie⁴, les partisans de la francophonie vont trouver, en 1962, le moyen de conférer à ce vocable la force attractive qui lui manquait encore. On le sait, c'est la revue *Esprit* qui devait reprendre à son compte ce vieux mot autrefois utilisé par Onésime Reclus et il était utile de revenir, dans cette partie du volume, sur ce parrainage de la revue fondée par Emmanuel Mounier, puis dirigée par Albert Béguin avant que Jean-Marie Domenach n'assume cette fonction, et abritée aux Éditions du Seuil depuis la Libération⁵. C'est de ce fait le troisième mentor de la prestigieuse revue, Jean-Marie Domenach, qui a coordonné, avec Camille Bourniquel, ce numéro qui a fait date. Quatre mois après la proclamation de l'indépendance de l'Algérie qui mettait fin à dix-sept années de guerres coloniales ininterrompues, de grands intellectuels issus de l'ancien empire, Léopold Sédar Senghor notamment, et de nouveaux chefs d'État, dont Habib Bourguiba et Norodom Sihanouk, contribuaient puissamment, aux côtés du Québécois Jean-Marc Léger, à mettre la francophonie sur orbite. Certes, l'analyse linguistique ici esquissée montre que le terme posait plus de problèmes qu'il n'en résolvait, que la graphie hésitait entre la minuscule et la majuscule, mais l'idée était dans l'air et le domaine d'action de la francophonie commençait à être conçu comme une sorte de lieu idéal fondé sur la volonté renanienne du vouloir-vivre ensemble⁶, ou, du moins de souhaiter s'exprimer de façon à peu près semblable. Sous la plume de Camille Bourniquel, il s'agissait d'un « destin en archipel », mais il désignait par cette métaphore apparemment respectueuse des différences et des frontières territoriales une même volonté de partager une langue et une culture considérées comme communes.
- 4 Replacé dans son contexte historique, ce plaidoyer apparaît aussi comme le signe d'une perception de la fragilité de la France dans un monde bipolaire où, en dehors du général De Gaulle, peu d'observateurs parient sur les chances de cette vieille nation de peser d'un poids important dans le concert international. Il en est autrement dans le domaine culturel et la présence d'André Malraux au ministère des Affaires culturelles,

celle de René Maheu à la direction de l'Unesco sont des signes qui permettent d'espérer un renouveau, quitte à le situer allégrement dans l'univers des mythes. Que le français provienne plus de la littérature que d'un territoire particulier – du Serment de Strasbourg à la *Défense et Illustration de la langue française* ou à *L'Affaire Calas* – a sans doute servi à enraciner cette représentation collective d'une langue incarnant à la fois les Droits de l'Homme et la Raison éclairée par une éthique universaliste. Onésime Reclus avait, le premier, songé à réunir tous les locuteurs de langue française dans une sorte de communauté de pensée capable de s'opposer à l'impérialisme britannique et au pangermanisme d'avant 1914. On connaît la suite : en février 1986, le Sommet de Paris appelait de ses vœux la naissance de cette Francophonie dont Léopold Sédar Senghor avait jeté les bases en 1961 et proposé son organisation au général De Gaulle en 1966 et, en 1987, Jean-Marc Léger publiait un essai appelé à faire date. Depuis quelques années, le Québec paraissait en effet le mieux placé pour prendre le relais d'une France disposée à abandonner certaines de ses prétentions à l'hégémonie ou au gallo-centrisme.

- 5 De ce début d'ouverture aux musiques que faisaient entendre les diverses cultures du monde francophone à l'acceptation d'une diversité enrichissant et ressourçant la langue et la culture françaises, le chemin sera long. Toutefois les écrivains antillais et africains de langue française qui ont relancé publiquement le débat ces dernières années posent la question des francophonies et de leur capacité à obliger la France à se penser comme existant au sein d'une communauté de langues et de cultures proches et non plus au centre d'un système qui confortait sa domination⁷. Nation littéraire certes et depuis longtemps différente de ses voisines par ce trait⁸, la France fut aussi un empire et c'est à une authentique décolonisation culturelle qu'appellent aujourd'hui ceux qui souhaitent que la francophonie continue à se développer, avec ou sans le concours de la Francophonie ici évoqué à travers l'histoire de l'AUF⁹.
- 6 La deuxième partie du volume rassemble huit communications concernant l'Afrique francophone et Madagascar. L'article d'ouverture, plus généraliste que les suivants, s'interroge sur le rapport entretenu par les élites africaines avec la langue française à la lumière des lois votées en France en 2001 et 2005. Si la loi inspirée par Christiane Taubira a plutôt fait l'unanimité en reconnaissant dans l'esclavage et la traite des Noirs un crime contre l'Humanité¹⁰, les polémiques soulevées par la publication du livre d'Olivier Pétré-Grenouilleau sur les traites négrières¹¹ – au pluriel, afin de souligner leur diversité temporelle et géographique – ont montré combien la mémoire des descendants demeurait sensible. Quant à la loi de 2005 qui tentait de rendre obligatoire l'enseignement des « effets positifs » (*sic*) de la colonisation, sorte de dogme qui ne devait souffrir aucune exception dans l'esprit des nostalgiques rapporteurs du texte, elle a dû être retirée pour calmer les esprits et éviter le déclenchement d'une campagne de stigmatisation internationale de la France¹². S'emparant d'un autre débat contradictoire, celui suscité par la publication dans le journal *Le Monde* en mars 2007 du Manifeste signé par 44 écrivains dénonçant le carcan de ce qu'ils appellent, en minuscule, la « francophonie »¹³, l'article étudie la question de l'appropriation de la langue par les Africains dans une perspective d'études postcoloniales¹⁴. Celles-ci ont le mérite d'aider à faire comprendre pourquoi la langue ne peut être détachée du contexte socio-historique dans lequel elle est abordée.
- 7 On ajoutera qu'en Afrique francophone, contrairement à l'autre partie anglophone, qui avait vu, en 1968, le Kenyan Ngugi wa Thiong'o demander la fermeture du département

d'anglais à l'université de Nairobi, afin de régénérer la population en la délivrant d'une influence maudite¹⁵, l'indépendance ne s'est pas accompagnée d'un rejet brutal de la langue française. Certes, les campagnes d'arabisation de l'enseignement ont abouti, en Algérie notamment, à faire reculer le français mais sans connaître pour autant des résultats probants. Dans le cas de la Tunisie, traitée ici au prisme de l'Alliance israélite universelle de Tunis, on voit bien comment sa découverte tardive, en 1954, de la nécessité d'enseigner l'arabe dans les écoles de son réseau, fut l'aveu d'une cécité antérieure qui pesa lourd dans les décisions prises à l'époque de l'indépendance. Si les professeurs de cette institution étaient persuadés que l'imprégnation de leurs élèves par une double culture, juive et française, était bénéfique à leur développement, l'idée qu'une troisième culture allait s'ajouter aux précédentes soulevait nombre d'obstacles, au titre desquels la « difficulté » d'apprentissage de l'arabe littéraire masquait mal les réticences à accepter les changements en cours dans l'ancien protectorat devenu indépendant en 1956.

- 8 Deux autres articles évoquent ensuite la Côte d'Ivoire, en s'attachant à l'introduction du français dans ce pays multiculturel et multilingue. Lié à l'économie de traite avant 1944, l'enseignement de la langue du colonisateur dans les écoles avait surtout un caractère utilitaire et pratique : former les auxiliaires dont avaient besoin les administrateurs et les commerçants. Seules les écoles urbaines des trois villes principales ressemblaient à leurs homologues de la métropole. À côté d'un enseignement en langues vernaculaires, assez incohérent semble-t-il avant 1940, le « français tirailleur » ou « pignisé » a connu ses heures de gloire que nous rappelle la publicité, aujourd'hui contestée, de la marque « Banania ». Si le « français tirailleur » présentait, à l'époque, les avantages apparents de l'utilitarisme, il va de soi que le pragmatisme des colonisateurs masquait mal le racisme caché derrière le ralliement aux principes de Bentham. Après 1945, les choses changent en Côte d'Ivoire et l'imposition du français « national »¹⁶ s'accompagna, ici, des mêmes contraintes qu'en France au XIX^e siècle, le « symbole » remplaçant le bonnet d'âne ou « la vache » des petits Bretons¹⁷ que l'on nommait encore le « signal » dans le Midi de la France¹⁸. Avec l'indépendance et l'adoption du français comme langue officielle du nouvel État, le problème de la diglossie entre le français et les autres langues et entre le français de l'élite et celui de la masse de la population allait se révéler épineux. L'orientation actuelle de nombreux habitants vers une reconnaissance du français populaire ivoirien (FPI), comme une sorte de variante nationale, a l'aval de certains écrivains, tel Ahmadou Kourouma, et de nombreux enseignants, favorables à une « tropicalisation » du français qui serait le pendant de la « créolisation » antillaise ou réunionnaise.
- 9 Les deux articles qui s'intéressent au Congo Kinshasa, l'ancienne colonie belge, abordent un cas très différent, presque antinomique, de celui de la Côte d'Ivoire, celui d'un État non francophone avant 1960 qui choisit cependant, comme le précédent, de faire de cette langue minoritaire la langue officielle du nouvel État libéré du joug colonial. Langue des « évolués » et langue mythifiée des élites hostiles au pouvoir en place avant l'indépendance, le français a été à la base de l'émergence d'une conscience francophone choisie. Rappelant l'importance du discours de Brazzaville de 1944, ou plutôt de sa perception hors de l'empire proprement dit, dans les zones de contact principalement, et des prises de position de Léopold Sédar Senghor, les auteurs insistent sur la double aura gaullienne et senghorienne perçues au Congo belge comme la flamme resplendissante d'une entreprise de libération face à la morgue du colonisateur local. Devenu langue officielle, le français remplaça les langues locales

dans l'enseignement primaire après 1962 afin de favoriser la cohésion nationale de cet immense pays mosaïque. Même si la part des Congolais qui parlent réellement le français ne dépasse pas aujourd'hui 10 % de la population, cette voie originale d'accès à la francophonie méritait d'être approfondie tant elle se révèle pertinente pour comprendre la volonté d'autres États, par exemple le Viet Nam, d'appartenir à cet espace ou d'adhérer à ses institutions.

- 10 Les deux derniers articles de cet ensemble de textes consacrés à l'Afrique concernent l'un le Cameroun, traité ici dans son histoire mouvementée et ses balancements entre l'anglais et le français, sans parler de l'allemand, puisque le colonisateur d'avant 1914 parlait cette langue, et l'autre les manuels scolaires utilisés tant sur le continent noir qu'à Madagascar. Le constat est plutôt amer tant l'impression qui se dégage à la lecture de ces livres de classe, publiés dans la décennie 1960, est floue. La francophonie y apparaît imprécise, ses écrivains anonymes quand ils ne sont pas français de France, comme l'on disait en Algérie, et la Francophonie plutôt un projet vague ou une simple ambition, ce qui, après tout, se comprend, puisque rien de définitif n'avait encore été véritablement décidé sur le plan des institutions. On aurait d'ailleurs aimé lire d'autres analyses sur le Maghreb, l'Algérie notamment, ou encore le Gabon, le Togo, la Réunion et Maurice, mais le but du colloque était d'esquisser les grandes lignes de l'émergence du domaine et du monde francophones et non d'en proposer une histoire exhaustive. L'étude des manuels scolaires africains mériterait d'ailleurs une rencontre spécifique tant la question est complexe et souvent biaisée, faute d'une bonne connaissance des archives éditoriales et des stratégies des groupes dominants (Hachette et Larousse principalement à cette époque) en ce domaine¹⁹.
- 11 La dernière partie du volume réunit cinq articles, traitant de Haïti, l'ancienne Saint-Domingue du premier empire colonial français, de la Suisse, du Québec, du Portugal et du Viet Nam, ce qui présente l'avantage d'élargir les perspectives ouvertes avec l'épais dossier africain. Dans le premier cas examiné, l'étude minutieuse de l'œuvre du Suisse jurassien Auguste Viatte, formé à la Sorbonne avant d'être nommé professeur à l'université Laval de Québec, et de la fondation par ses soins de l'Institut français de Port au Prince, en République haïtienne, est un excellent témoignage sur le parcours international d'un francophone d'exception. Profitant des circonstances qui ont vu le rappel à Paris de l'attaché culturel, le docteur Mabile, après le scandale soulevé par les conférences peu orthodoxes d'André Breton et son refus de saluer les autorités locales²⁰, Auguste Viatte sollicite le poste qui lui permettrait de jeter un pont entre le Canada et la France. Catholique, enseignant dans une université sur laquelle l'épiscopat québécois veille jalousement, bien vu à ce titre par le clergé local et celui de la Belle Province, il pense être l'intermédiaire culturel idéal entre la France, les Antilles et l'Amérique. Jouant de ses bonnes relations avec les prêtres haïtiens, formés en France, il insiste sur l'appui que représente cette présence dans l'île, prolongeant en quelque sorte l'expérience des Pères Blancs d'Afrique de Monseigneur Lavigerie dont on sait l'importance dans l'œuvre d'acculturation des populations à la langue et à la culture françaises²¹.
- 12 Dans le cas du Québec, les choses sont évidemment différentes parce que, dans cette région du monde, c'est d'abord par une affirmation sur la scène internationale que la « Belle Province » est parvenue à prouver au Canada, au Commonwealth britannique et aux autres États de la planète qu'elle existait indépendamment de la Confédération dans laquelle elle est insérée juridiquement. Le combat pour devenir un acteur majeur

de la Francophonie s'est donc lui-même inscrit dans une volonté d'autonomie qui explique largement l'entrée en force du Québec dans les réunions qui allaient faire naître l'institution supranationale. Le Portugal, lui, avait ses propres raisons, à l'époque de l'Estado Novo de favoriser l'étude du français, conçu comme une des grandes langues de civilisation de la vieille Europe. S'il n'était pas question d'inclure dans les programmes scolaires et universitaires l'apport des espaces francophones situés dans les colonies, c'est que le même combat d'arrière-garde prétendait éviter la contamination du portugais par les littératures venues de l'Angola d'Agostinho Netto ou de la Guinée Bissau et du Mozambique. Reconnaître l'avènement de la francophonie au seuil des années 60 eût été accepter de regarder différemment les peuples possédant le portugais en partage, ce qui sera la tâche du Portugal d'après la révolution des œillets.

- 13 Pour Auguste Viatte qui publie en 1969 un essai précisément intitulé *La francophonie*²², la Suisse romande devait être appelée à jouer un rôle important dans sa construction. Il faudra toutefois attendre vingt ans pour que son pays natal l'entende et se décide à adhérer pleinement à l'organisation de la Francophonie. Dans un État où les francophones ne représentent que 20 % de la population contre 65 % pour les Alémaniques et 8-10 % pour les italianophones, le gouvernement entendait demeurer prudent dans son appui à une institution privilégiant une seule des trois langues nationales. En Suisse romande où une littérature est apparue dans les années 1860-1880²³, en même temps que se constituait un réseau solide d'éditeurs basés à Genève, Lausanne, Neuchâtel ou Fribourg²⁴, l'après-guerre a constitué un moment fort pour permettre l'éclosion d'une génération d'écrivains, de dramaturges et de cinéastes francophones. Un romandisme militant, sensible au théâtre et présent lors de l'Exposition universelle de Montréal en 1967, va naître sur ce terreau, suscitant l'hostilité des autorités fédérales, très dubitatives face à la construction de la Francophonie. La crainte d'un séparatisme jurassien y était pour quelque chose mais, plus fondamentalement, l'idée que la France utilisait l'arme de la diplomatie linguistique et culturelle pour conserver intactes ses ambitions politiques justifiait cette méfiance que d'autres pays partageaient, l'Algérie notamment.
- 14 Le dernier exemple étudié, le Viet Nam, constitue un cas de figure encore plus passionnant puisque ce pays ferma brutalement la porte à la culture française après l'indépendance obtenue les armes à la main en 1954 pour décider l'urgence du retour de celle-ci, après 1995, parce que l'arrivée en force de la culture américaine, avec le tournant pris vers le socialisme de marché, lui paraissait soudainement bien plus dangereuse que celle dont elle redécouvrait les fondements humanistes et universalistes. Dans l'article publié ici, c'est la lutte du vietnamien – le quoc ngu – pour s'imposer face au chinois qui est rappelée, expliquant ainsi l'importance du fait linguistique national pour un peuple en guerre quasi permanente de 1945 à 1975. L'imprégnation de la presse et de la littérature françaises n'étonnera guère tant les élites vietnamiennes formées à l'école d'Ho Chi Minh et du général Giap étaient francophones et francophiles. De ce fait, on regrettera que l'article s'arrête en-deçà des années 1970, mais il va de soi que tout ne pouvait être traité dans ce dossier déjà très riche et si éclairant sur l'émergence du domaine et du monde francophones dont on mesure mieux l'extraordinaire diversité en parcourant les dix-neuf articles qui composent ce dossier. Jalon important dans l'écriture d'une histoire non mythifiée de la francophonie, il aura réussi son pari s'il encourage d'autres chercheurs à traiter des territoires ici absents et à compléter notre connaissance des milieux francophones, au

sens géographique certes, mais aussi humain car on ne saurait se passer d'une étude des minorités francophones en Amérique du Sud, en Égypte ou en Russie. À leur manière, elles ont également œuvré à l'émergence d'espaces francophones bien plus étendus et variés que la seule addition des États qui composent la Francophonie institutionnelle.

NOTES

1. Luc Pinhas, *Discours et réalités de la Francophonie : le cas du livre*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2002.
2. « Traduction : les échanges littéraires internationaux », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 144, septembre 2002, et *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, dir. Gisèle Sapiro, Paris, CNRS Éditions, 2008.
3. *On tue à chaque page ! La loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse*, dir. Thierry Crépin et Thierry Groensteen, Paris, Éditions du Temps/ Angoulême, Musée de la BD, 1999.
4. Hervé Serry, *Les Éditions du Seuil. 70 ans d'histoires*, Paris, Seuil-IMEC éditeur, 2008, et Jean-Yves Mollier, « Paris, capitale éditoriale des mondes étrangers », *Le Paris des étrangers depuis 1945*, dir. Antoine Marès et Pierre Milza, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 373-394.
5. Goulven Boudic, *Esprit. 1944-1982. Les métamorphoses d'une revue*, Paris, Éditions de l'IMEC, 2005. Cette thèse récente est muette sur le numéro de la revue consacré à la francophonie, comme le travail plus ancien de Michel Winock (« *Esprit* ». *Des intellectuels dans la cité. 1930-1950*, Paris, Seuil, 1975) qui s'arrêtait, il est vrai, en-deçà de la date de 1962 même si les derniers chapitres évoquaient la fin de la guerre d'Algérie.
6. Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* [1882] *Œuvres complètes*, éd. Henriette Psichari, Paris, Calmann-Lévy, 1947-1962, 10 vol., t. I, p. 887-906.
7. Jean-Yves Mollier, « La place des colonies dans l'espace culturel de la France du XIX^e au XX^e siècle », *Intercâmbio*, revue de l'Instituto de estudos franceses da universidade do Porto, 2^e série n°1/2008, p. 155-164. Nous y évoquons le Manifeste des 44 écrivains de langue française récusant le concept de francophonie qu'ils confondent un peu avec l'institution Francophonie (*Le Monde*, 16 mars 2007) et la réponse d'Abdou Diouf parue dans le même journal quatre jours plus tard.
8. Priscilla Parkhurst Ferguson, *La France nation littéraire*, trad. fr., Bruxelles, Labor, 1991. On lira aussi avec profit sur le même thème Pascale Casanova, *La République mondiale des lettres*, Paris, Seuil, 1999, qui tente de mettre le phénomène en perspective.
9. Voir le Manifeste des 44 écrivains, in *Le Monde* du 16 mars 2007 et la polémique qu'il a soulevée.
10. Pas tout à fait cependant puisqu'une partie de la communauté des historiens a demandé son abrogation, au même titre que celle de la loi Gayssot punissant le négationnisme, et réclamé la liberté totale de la recherche, accompagnée de l'impunité pour les chercheurs. Une autre partie de ladite communauté a refusé de signer cette pétition qui amalgame dangereusement des lois d'inspiration différente.
11. Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières : essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004. Pour une vision globale, incluant le Brésil, immense terre de traite négrière, et toute l'Amérique du Sud non prise en compte par Pétré-Grenouilleau, on consultera Catherine Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Paris, Agone, 2009, notamment p. 120-130.

12. Voir Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle). Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007, et, notamment, la conclusion, « De l'histoire à la mémoire : faut-il mettre l'immigration dans un musée ? », p. 669-695.
13. « Pour une 'littérature-monde' en français », *Le Monde* du 16 mars 2007, p. 2, et Abdou Diouf, « La francophonie, une réalité oubliée. Les Français doivent faire l'effort de se penser dans un ensemble linguistique dynamique et créateur de diversité culturelle », *Le Monde* du 20 mars 2007, p. 24.
14. Voir Homi Bhabha, *Les lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*, trad. fr., Paris, Payot, 2007, pour une introduction à cette perspective initiée par Ranhit Guha lors de la publication de ses *Subaltern Studies* (Oxford, Oxford University Press, 1982-1987, t. I à V).
15. Noël Lazarus, *Penser le postcolonial. Une introduction critique*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006, p. 160-164.
16. Renée Balibar, *Le français national : politique et pratiques de la langue nationale sous la Révolution française*, Paris, Hachette, 1974.
17. Pierre Jakez Hélias, *Le cheval d'orgueil. Mémoires d'un Breton du pays bigouden*, Paris, Plon, coll. « Terre humaine », 1975, p. 210-217.
18. Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, coll. « Histoires », 1996, p. 203-215, montre que l'usage barbare de ces objets destinés à éradiquer l'usage des patois au XIX^e siècle ne fut nullement aussi généralisé qu'on l'a dit même si l'on ne saurait nier leur existence ici ou là. Le succès du livre de Pierre Jakez Hélias a contribué à nourrir la légende d'un usage général en Bretagne, ce qui semble erroné, la « vache » sanctionnant davantage le cléricalisme supposé des populations de certains villages que l'usage d'une langue régionale dans laquelle se retrouvaient la plupart des instituteurs. Il est toutefois certain que l'Afrique française eut à connaître de ce que l'on appelait ici le « symbole ». Voir à ce sujet, Amadou Hampâté Bâ, *Amkoullel, l'enfant Peul*, Paris, Actes Sud, coll. « Babel », 1992, p. 138.
19. Alain Choppin, *Les manuels scolaires. Histoire et actualité*, Paris, Hachette, coll. « Éducation », 1992, et *Où va le livre en Afrique ?*, dir. Isabelle Bourgueil, *Africultures*, n° 57, octobre-décembre 2003, Paris, L'Harmattan, p. 71-94.
20. Sophie Leclercq, *La rançon du colonialisme. Les surréalistes face aux mythes de la France coloniale (1919-1962)*, Paris, Les Presses du réel, 2009. Dans cette version publiée de sa thèse de doctorat en histoire, Sophie Leclercq explique les véritables raisons du départ du docteur Mabille et elle l'attribue au scandale des conférences d'André Breton.
21. Yvan Page, *Apprendre la langue pour répandre la Parole. Le travail linguistique des Missionnaires d'Afrique*, Rome, Société des Missionnaires d'Afrique, 2007. Signalons la richesse des archives et de la Bibliothèque des Pères Blancs, conservées à Rome et ouvertes à la curiosité des chercheurs.
22. Auguste Viatte, *La francophonie*, Paris, Larousse, 1969.
23. Daniel Maggetti, *L'invention de la littérature romande. 1830-1914*, Lausanne, Payot, 1995.
24. François Vallotton, *L'édition romande et ses acteurs*, Genève, Slatkine, 2001.

AUTEUR

JEAN-YVES MOLLIER

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, France